

REDICTION-ADMINISTRATION
12, Rue Feydeau, 12
PARIS (2^e Arr.)
Téléphone: Central 07-47
ADRESSE TELEGRAPHIQUE: Neipopol-Paris
DIRECTEUR POLITIQUE
JEAN LONGUET
DIRECTEUR LITTÉRAIRE
HENRI BARBUSSE
REDACTEUR EN CHEF
PAUL FAURE

Le Populaire

de Paris. Journal Socialiste du Soir

L'Union des travailleurs forme la paix du monde.
ANATOLE FRANCE

10 CENTIMES LE NUMÉRO

ABONNEMENTS : 3 mois 6 mois 1 an
PARIS (Seine et S.-et-O.) 7 fr. 13 fr. 25 fr.
DEPARTEMENTS 8 fr. 15 fr. 28 fr.
ÉTRANGER 10 fr. 18 fr. 35 fr.
ABONNEMENTS AU NUMÉRO 6 mois 1 an
SPECIAL DU SAMEDI :
PARIS ET PROVINCE 4 fr. 6 fr.
ÉTRANGER 6 fr. 8 fr.
On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste
Publicité aux Bureaux du Journal

Grand débat sur la Réforme Electorale

L'APPEL DES Indépendants

L'a-t-on suffisamment signalée à l'attention du prolétariat socialiste, cette lettre des indépendants d'Allemagne dont notre ami Granvallet a donné lecture dimanche aux membres du Congrès national? En a-t-on suffisamment relevé le sens et l'importance? Il importe de la relire à l'heure où, dissipées les fumées du combat, nous avons à reprendre notre action quotidienne et, sans rien oublier d'un passé encore tout chargé de vie, à nous préoccuper avant tout des réalisations de l'avenir.

J'ai la plus grande confiance dans les indépendants d'Allemagne. Entre le vieux parti historique — accablé sous le faix des responsabilités qu'il a assumées — et dont il ne peut se dégager — et les communistes dont l'heure, malgré tout, ne paraît pas venue et que leur insurrectionnalisme condamne à ne sortir de la phrase révolutionnaire que pour entrer dans les hasards obscurs du coup de main, les indépendants occupent une position à peu près intermédiaire qui pourrait bien, dans le moment présent, être la position juste. Ils ont avec eux des hommes qui, comme Haase, comme Kautsky, les affilient étroitement à ce qu'il y avait de meilleur et de plus loyal dans la tradition du socialisme démocratique d'avant 1914. Ils ont avec eux des hommes dont la haine de la guerre a fait des socialistes et qui apportent au Parti la vigueur généreuse de leur idéalisme. Ils ont avec eux, enfin, des communistes authentiques qui, théoriquement d'accord avec les hardies phalanges spartakistes, n'ont pas cru devoir se détacher d'un parti qui représente une force d'organisation et qui dispose de moyens d'action auxquels les spartakistes n'ont guère à opposer jusqu'ici l'apreté de leur mysticisme révolutionnaire et la grandeur de leur esprit de sacrifice.

Si l'unité du socialisme allemand qui faisait autrefois l'admiration générale — car ceux-là mêmes en étaient frappés, qui ne suivaient aveuglément ni toute la doctrine ni toute la pratique de ce grand parti glorieux — si l'unité socialiste en Allemagne n'est pas irrémédiablement une utopie à l'unique usage du vieux Bernstein, elle ne pourra être restaurée que par les indépendants. Y songent-ils, à cette restauration unitaire? C'est possible. L'unité socialiste étant toujours et partout un bien — un bien qu'il faut poursuivre lorsqu'on en est privé et qu'il faut conserver à tout prix lorsqu'on a la chance de le posséder... Avant que l'unité soit rétablie toutefois, en cette Allemagne bouleversée par la défaite, que d'obstacles devront être franchis!

En attendant, c'est au rétablissement de la paix et de l'unité au sein de l'Internationale que songent les Indépendants :

« Nous devons, disent-ils dans leur lettre, nous efforcer de rapprocher les uns des autres les partis socialistes révolutionnaires de tous les pays, dans le but de nous unir en vue d'une action commune efficace. »

« Dans cette intention, nous nous adressons de nouveau au Parti social-démocrate français dont la grande majorité se place sur le même terrain que nous. Nous vous prions de nous soutenir dans nos tentatives. »

L'appel de Crispin et de ses amis trouvera d'autant plus d'écho dans les rangs de la nouvelle majorité française qu'il s'inspire tout ensemble des deux ordres de préoccupation qui nous sont les plus familières : préoccupation morale des principes, préoccupation technique de l'unité.

Il y a actuellement dans le monde deux Internationales, alors qu'il devrait n'y en avoir qu'une, pour la simple raison qu'il n'y a qu'un socialisme et qu'il n'y a qu'un prolétariat. Entre les deux, ce n'est pas encore tout à fait la guerre ; ce sont les rivalités qui préludent à la guerre. Dans chacun des partis qui continuent d'adhérer à l'Internationale de Bruxelles, il y a des fractions numériquement grandissantes qui requièrent l'entrée immédiate à l'Internationale de Moscou, tandis que d'autres fractions, ou bien combattent cette entrée à cause de sa signification trop révolutionnaire, ou bien se désintéressent du litige. En France, l'adhésion à la troisième Internationale fera vraisemblablement l'objet du principal débat de notre prochain Congrès. Raison de plus pour que, dès maintenant, la question soit traitée comme elle doit l'être, comme une question de politique prolétarienne et non comme une affaire sentimentale ou symbolique.

Si je croyais, avec notre jeune camarade Raymond Lefebvre — dont j'ai sous les yeux la brochure toute brûlante d'une sorte de fièvre printanière — que les deux Internationales s'excluent et que l'une, devant l'autre, doit « abdiquer sans phrases » — sans phrases, ô Raymond Lefebvre, quelle idée vous faites-vous d'un parti comme le nôtre où la parole est d'or bien plus que le silence! — si je croyais cela, je n'hésiterais pas à me prononcer pour la troisième Internationale, pour l'Internationale de Moscou. Mais l'affirmation de Lefebvre n'est qu'une affirmation ; il reste à la démontrer. Il n'y a pas une Internationale du Diable et une Internationale du Bon Dieu, il y a deux Internationales également humaines et donc également faillibles, dont l'une a commis des fautes que l'autre, qui n'existait pas, eût été bien en peine de commettre.

Et il ne suffit pas de dire : « Hors la seconde, pas de salut! », il faut encore que l'adhésion à la seconde ne soit pas parmi nous une occasion de déchirements et de ruptures. Plutôt donc que de dire que les deux Internationales s'excluent, ne vaudrait-il pas mieux les considérer l'une et l'autre comme les deux fractions d'un tout dont le rapprochement et la fusion s'imposent? Pour moi, mon parti est pris. Avec Crispin et nos amis d'Allemagne, je suis pour l'unité de l'Internationale réalisée dans l'absolu respect des principes socialistes et dans l'indifférence des personnalités et des sectes. Je suis pour une Internationale qui ne sera pleinement ni la deuxième ni la troisième, qui sera au besoin l'Internationale tout court, deuxième par la lettre mais troisième par l'esprit!

Cette Internationale n'existe pas encore, c'est à la créer qu'on nous invite. Il appartient à la C. A. P. de donner à la proposition Crispin la réponse qu'elle comporte. Qu'on fasse vite! A la veille peut-être d'assumer les plus grandes responsabilités de l'histoire, le prolétariat socialiste a mieux à faire qu'à se quereller sans issue sur le numéro de l'Internationale qu'il faut considérer comme le bon. Il a à restaurer, nationalement et internationalement, son unité et sa discipline, sur la base du programme et qu'il tient du *Manifeste communiste* et en dehors duquel il n'y a que pantalonnades petites-bourgeoises et fariboles réformistes.

L'appel des indépendants d'Allemagne nous offre le moyen de refaire immédiatement cette Internationale vivante, une et disciplinée, sans laquelle nous irons au combat aux trois quarts désarmés. Quelle grande faute serait commise si nous n'y répondions pas dès demain!

Amédée DUNOIS.

L'Affaire Caillaux et la Haute-Cour

Le mauvais coup qui se prépare

A quelle date s'ouvrira la première audience de la Haute-Cour devant laquelle M. Caillaux est déféré par la commission sénatoriale d'instruction, sous la double et redoutable inculpation d'attentat contre la sûreté de l'Etat et d'intelligences avec l'ennemi?

Voici ce que l'on peut répondre : La loi constitutionnelle, qui a réglé la forme et le fonctionnement de cette « Haute-Cour de justice », donne au président du Sénat des droits souverains, notamment celui de fixer le jour et l'heure de son ouverture.

Qui peut le plus peut le moins, M. Antonin Dubost n'est pas homme à assumer consciencieusement la pleine responsabilité de ses prérogatives. C'est pour se en décharger qu'il se propose de renvoyer le Sénat très prochainement et de lui demander un avis sur la date à laquelle il lui conviendrait de se constituer en Haute-Cour.

On croit savoir que bon nombre de sénateurs seraient disposés à fixer vers la fin novembre l'ouverture de la première audience, époque à laquelle la campagne électorale batrait son plein. On dit aussi que, par contre, la plupart d'entre eux éprouvent une vive répugnance à pousser ensuite à fond les débats du procès et qu'ils seraient bien aises d'en laisser la responsabilité à l'assemblée qui leur succéderait.

Dans ce cas, on se contenterait d'ouvrir publiquement l'affaire, dans la première audience, de la mettre, pour ainsi dire, en branle. Cette première audience serait remplie par l'interrogatoire d'identité et la lecture de l'acte d'accusation dressé par le procureur général. Puis l'affaire serait renvoyée à une date assez lointaine pour que le nouveau Sénat en prenne la suite.

Dans l'intervalle, l'incuse serait ainsi marquée d'une sorte de triple d'infamie dont il ne pourrait se laver que plus tard, dans l'hypothèse où le nouveau Sénat aurait plus de conscience, de clarté, de fermeté et de liberté que le Sénat actuel.

Le gouvernement compte évidemment sur la lacheté des vieux domestiques du Luxembourg pour réussir ce premier mauvais coup.

C'est bien la qualification qui convient à la majorité de ces parlementaires aveugles, qui, l'on voit bien aux moindres paroles du Tigre.

M. Mauret.

AU CONGRÈS CONFÉDÉRAL

L'IMPRESSION FAITE par les discours "minoritaires"

LE DISCOURS DE MONATTE

La grosse intervention du jour a été celle de Monatte, dans la matinée. Son discours, fait de documentation précise et de dialectique serrée, a évidemment produit sur le Congrès une profonde impression, et l'ovation que lui firent à sa descente de la tribune ses camarades de tendance ne provoqua pas de manifestation contradictoire de la part de la majorité.

An cours de cette journée, quelques idées particulièrement intéressantes furent émises devant le Congrès, à côté de la critique et de la défense du bureau confédéral, et qu'il convient de noter.

C'est d'abord l'appel de Mary-Rolland en faveur de l'action auprès des travailleurs des campagnes.

C'est ensuite les déclarations de notre ami Lorient qui amena le problème que je posais hier à cette place : le problème de l'identité de l'action révolutionnaire socialiste et de l'action révolutionnaire syndicaliste.

« Le syndicalisme, a-t-il dit, c'est l'action quotidienne pour l'obtention de satisfactions corporatives immédiates ; le bureau confédéral ne poursuit que cette seule action et il l'a poursuivie par la collaboration des classes et non par la lutte des classes. »

« Mais cette action-là est insuffisante, ajoutait-il ; il faut qu'elle soit continuée par l'action révolutionnaire qui, d'ailleurs, absorbe les cadres des organisations économiques et s'étend au terrain politique et au prolétariat tout entier. »

Et, au fond, ne serai-je pas la véritable force et le véritable centre de la classe ouvrière, les milieux syndicalistes ?

Si, comme nous le pensons, basant notre jugement sur les renseignements que nous venons de recueillir, les amis qui nous ont écoutés ont été convaincus que Karl Marx fixait comme but à la société en évolution, cette vérité devra s'imposer à la pensée de tous les militants du syndicalisme révolutionnaire ; que la Parti socialiste, expression politique de la classe ouvrière, poursuivant sur le terrain politique la même besogne que le syndicalisme poursuit sur le terrain économique.

Et alors l'exemple du prolétariat italien, menant intimement action syndicale et action socialiste, s'imposera comme une nécessité au prolétariat français.

Il est une autre affirmation qui fut apportée à la tribune par les orateurs des deux tendances, à savoir que le succès grandissant des organisations syndicales, le nombre considérable de leurs adhérents, sont moins dus à l'intérêt porté par la classe ouvrière aux questions sociales d'ordre général qu'à l'intérêt personnel poussant chacun des prolétaires vers l'action efficace des foules organisées.

L'unité des déclarations atteste la vérité du fait.

Et c'est là ce qui explique pour une large part la disproportion entre les effectifs de la C. G. T. et ceux du Parti socialiste.

C'est qu'en effet la Parti socialiste s'élève au-dessus des intérêts corporatifs et ne se fixe pas d'autre but que la révolution sociale, que la remise plus ou moins prochaine des moyens de production aux mains des travailleurs, ne peut attirer à lui que les prolétaires conscients du devoir qu'ils ont de se hausser à la conception de l'intérêt général du prolétariat, sans avantages immédiats pour eux-mêmes.

Voilà, pour les militants du mouvement ouvrier, un bon sujet de méditation, et Lorient avait raison de dire au bureau confédéral que le devoir des dirigeants syndicalistes n'était pas de « spéculer » sur cette conception étroite de l'intérêt particulier qui anime encore les masses ouvrières, mais au contraire de la combattre par une propagande incessante.

Et je pense que dans nos sections du Parti, nous ne faisons pas autre chose que cette besogne d'éducation prolétarienne!

Eugène FROT.

L'INTERVENTION DE TOMMASI

L'année dernière, au Congrès confédéral, j'en ne connaissais guère le talent de Tommasi.

Le jugement général sur son intervention est exactement reflété dans les lignes d'un journal de Lyon : *Le Rhône* : « La riposte ne se fait pas attendre. C'est Tommasi, de la Voiture-Aviation, membre de la C. A. de la C. G. T., qui s'attaque le gretel. Et comment! Puis : « M. Tommasi est un excellent orateur. C'est le plus éloquent et le plus redoutable adversaire de Lorient, et c'est le plus documenté. »

En effet, il y a, à fond, clairement, posément, il explique donc clairement, selon lui, il est obligé de ne pas s'associer avec la C. A. et le bureau confédéral, et pour qu'il votera contre le rapport moral.

Tous les délégués l'écoutent avec une attention concentrée.

Les travaux du Congrès furent donc bien entamés sur leur véritable terrain, et que l'on ne vienne pas dire que Tommasi a « parlé pour ne rien dire », car le 12-13 de tous les délégués, il a éclairé les débats après en avoir nettement posé les principes.

GUE.

Secrétaire de la Voiture-Aviation.

LE CONGRÈS de la Voiture-Aviation

Le Congrès de la Voiture s'ouvre le vendredi 12, dans une des salles de la Bourse du Travail de Lyon, sous la présidence, pour la première journée, du camarade Dayre, secrétaire du Syndicat de la Voiture de Lyon, qui souhaite la bienvenue aux délégués de la province.

Le secrétaire de la Fédération, Camille, qui se retire pour l'instant, le camarade Becker, secrétaire de la Fédération, étant toujours en prison, au nom des délégués, lui envoie et par dépêche le salut fraternel du Congrès, de même qu'aux camarades du Mans qui sont en grève et qui n'ont pu être représentés directement.

Après vérification des mandats, vingt-six Syndicats sont représentés.

Qu'il est un rapport par lui préparé, qui explique ce qu'a fait la Fédération depuis le Congrès de 1918. L'audience qu'elle a eue le résultat obtenu du fait que depuis le mois de janvier 1919 elle a grossi de trente Syndicats.

Le rapport est adopté à l'unanimité. Le rapport financier est également adopté.

Ensuite, la discussion continue sur la réorganisation de la Fédération pour que son action soit toujours constante et plus forte. Pour cela, il y faut un secrétaire-trésorier permanent. Le principe en est voté à l'unanimité.

Mais il faut en nommer un. Cependant Becker étant toujours en prison, le Congrès décide que Gué continuera comme permanent à remplir la fonction connue jusqu'à ce que Becker soit libre.

Le journal *L'Ouvrier* devra paraître au plus tôt et le Comité Syndical devra en prendre tous ses membres et pour la propagande.

L'augmentation du timbre fédéral étant nécessaire, le timbre est porté à 0 fr. 45 par membre et par mois pour les étrangers, hommes et 0 fr. 30 pour les femmes, et entrera en application au 1^{er} janvier 1920.

Pour donner plus de force à la Fédération, il est désigné trois délégués régionaux : Dayre, de Lyon ; Debel, de Bordeaux ; et Texier, de Rennes, qui seront adjoins au Comité fédéral et seront chargés au moins trois fois par an d'une réunion du Comité fédéral.

Pour terminer le Congrès, le camarade Tommasi, délégué de la Fédération et membre de la C. A. de la C. G. T., rend compte de son mandat. Son exposé prend toute sa séance. Sa conduite est chaleureusement approuvée et une confiance illimitée lui est accordée.

LE SOCIALISME ET LE TRAITÉ DE PAIX

L'avouera-t-elle? Ce n'était pas sans quelque appréhension que j'allai hier à la Chambre assister aux débats de tribune de Jean Longuet. Des adversaires sans honneur ont répandu autour de notre ami une telle atmosphère de passion et de haine que l'on pouvait craindre, d'une part, chez l'orateur une émotion fort excusable qui lui eût enlevé une partie de ses moyens, et d'autre part l'obstruction violente de la grande majorité des députés qui ont accepté contre nous, plus particulièrement contre Longuet, les plus grossières calomnies et les plus infâmes accusations.

Rien de cela ne s'est produit. Le député de Sceaux est jusqu'au bout resté très maître de lui, de ses nerfs comme de sa pensée. Et à part quelques insolences, sans effet d'un monsieur Josse et du colonial Outrey, la Chambre a écouté, parfois avec un visible intérêt, l'exposé solidement charpenté, nourri de faits et de précisions, et d'une haute tenue politique et sociale, de notre camarade.

La question posée était nette et précise : le socialisme français n'accepte aucune res-

pensabilité dans le traité de paix. Il fallait en dire les raisons. Ce n'était pas chose facile, dans cette Chambre basement et bâclément chauvine, je prie mes lecteurs de le croire.

Jean Longuet s'en est heureusement sorti, servi par ses connaissances solides de la situation internationale et par le courage que chacun lui connaît.

La guerre a ruiné la France. Qu'a-t-on fait pour mettre en commun les ruines, de façon à ce que les pays enrichis, comme les Etats-Unis et l'Angleterre, aident les autres à se relever plus vite?

On avait dit qu'on se battait pour faire triompher dans le monde le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. On donc ce principe est-il appliqué par les vainqueurs? Qu'est-ce que cette annexion camouflée de la rive gauche du Rhin? Que fait-on de l'Irlande, de l'Egypte, de l'Inde? que faisons-nous dans nos propres colonies?

Et la dernière des guerres, la fin du militarisme? Personne plus n'en parle, on balaisait toute l'Europe et, pour briser la ré-

volution ouvrière allemande, on permet à Noske d'avoir une armée prétorienne qui pourra rétablir demain les Hohenzollern et l'hégémonie prussienne, comme on a aidé l'armée roumaine à anéantir la révolution hongroise et à redonner confiance et espoir aux hordes magyars.

Le traité de Versailles abroge celui de Brest-Litovsk, et c'est très bien. Mais quelle politique les Alliés suivent-ils à l'égard de la Russie des Soviets? La même que celle des gouvernants allemands à l'époque de leur victoire, plus accentuée peut-être encore dans le sens de la réaction et du crime. On fait la guerre à la Russie, on arme et subventionne les sinistres aventuriers Kolchak et Denikine, on affame par le blocus les populations de l'immense Etat moscovite. Ainsi la France se déshonore et augmente par cette politique de démesure la détresse générale et les souffrances de son propre peuple.

A diverses reprises, MM. Wilson et Lloyd George ont cherché à se sortir de l'aventure russe. Ils n'y ont pas réussi à cause surtout de l'opposition rencontrée sur les bancs du gouvernement de la République française.

Ici, l'exposé de Longuet s'est fait pressant, son réquisitoire impitoyable a passé sur une Chambre curieuse à observer, dont les applaudissements socialistes soulignaient le silence et la gêne.

MM. Clemenceau et Pichon ont tenté quelques dénégations. Ce fut en vain. Longuet lut des textes précis, s'en référa à des témoignages indiscutables. Le siège des hommes de bonne foi était fait.

C'est la réaction la plus ignominieuse que gouverne chez nous, pour le malheur de la France et de l'Europe.

Mais en face de la malversation du pouvoir de classe qui sévit, le socialisme affirme fièrement son idéal de paix et d'humanité. Jean Longuet en a été, à la séance d'hier, l'interprète courageux. Le prolétariat français et international lui en salue le gré.

PAUL FAURE.

LA CHAMBRE

(Séance de ce matin.)

A l'heure où nous mettons sous presse, un grand débat se développe à la Chambre sur la réforme électorale.

Après une vive intervention de Varenne, M. Pams, ministre de l'intérieur, est monté à la tribune et s'est prononcé contre la réforme.

M. de Monzie a alors reproché à la Chambre de se taire manœuvrer par le gouvernement.

Puis M. Aristide Briand, soutenu par la quasi-unanimité de la Chambre, s'est élevé avec une grande force contre la manœuvre gouvernementale.

En dernière minute, nous apprenons que M. Pams répond à M. Briand.

PHEDON.

PIERRE LENOIR, TOUJOURS VIVANT fait des révélations

Une nouvelle étonnante fut connue ce matin. Alors que tous les journaux d'information annonçaient que Pierre Lenoir devait être fusillé à cinq heures, on sut qu'il n'en avait rien été.

Voici ce que dit à ce sujet un rédacteur de *Paris-Midi* :

Quand le commandant Julien entra dans sa cellule, Lenoir le reçut avec courtoisie. Il ne parut pas surpris et déclara avec calme :

— Avant de mourir, j'ai des révélations à faire. Je demande à parler en présence de M. de Molènes.

Le greffier prenait note des révélations de Lenoir. Une petite discussion s'engagea entre le commissaire du gouvernement et M. de Molènes.

Le commandant Julien était perplexe. On téléphona immédiatement au gouvernement militaire de Paris. C'est à la suite de cet incident qu'il se rapporte à certaines affaires en cours que le commandant Julien, après avoir pris l'avis de ses chefs, diffère l'exécution.

Lenoir, un pauvre diable, épuisé par le grand effort qu'il vient de faire, se frappe au greffe. On lui donne un verre d'eau. Il boit avidement. M. de Molènes attend, les avocats qui veulent voir d'autres détenus attendent, les prisonniers qui doivent être libérés attendent, les docteurs attendent, les journalistes attendent, les chauffeurs attendent. L'existence de la prison est suspendue.

Le commandant Julien ne revient pas. Lenoir, l'œil fixe, perdu dans un rêve tragique, regarde devant lui comme si la vision du pétrole de Vitennes, qu'il ne verra pas aujourd'hui, venait soudain de se dresser.

Puis, une fleur d'espoir parmi dans son regard. Il semble souhaiter la bienvenue à ce jour radieux qui n'éclairera pas son cadavre.

Le commandant Julien est revenu environ trois heures après son départ à la prison de la Santé.

Des ordres ont été donnés pour surseoir à l'exécution.

L'annonciateur déclare que l'attitude de Lenoir a été courageuse.

On affirmait aussi que ces révélations étaient d'une telle importance qu'elles jetteraient un jour tout à fait nouveau sur certaines affaires encore obscures et qu'il fallait attendre, d'ici à avant-huit heures, à un véritable coup de théâtre.

POLITIQUE INTERNATIONALE

Que veut Lloyd George?

M. Lloyd George — qui n'est certes pas une personnalité indifférente et dont la carrière offrira sans doute encore de multiples vicissitudes — encombre la presse internationale de ses faits et gestes. Où veut-il en venir?

Les bruits les plus contradictoires circulent à son propos. Tantôt on nous annonce qu'il va briser la « coalition » et se rapprocher, si possible, du parti ouvrier ; tantôt on affirme qu'il gardera son ministère intact jusqu'aux élections. Il a lancé cette semaine, à millions d'exemplaires, une publication sensationnelle et où il proclame l'effondrement du monde ancien, et lorsqu'il prend la parole en public devant un auditoire qui attend des révélations, il tient un langage d'une banalité exceptionnelle. Il s'exprime comme pourrait le faire n'importe quel candidat à la présidence du Conseil en n'importe quel pays. Son discours de mercredi fut, pour ses amis comme pour ses adversaires, une lourde déception.

La vérité probable, c'est qu'il ne sait pas où il veut aller.

L'Angleterre traverse en ce moment la plus grande crise qu'elle ait subie depuis la fin du dix-huitième siècle, une crise plus intense même que celle du chartisme. Je ne songe point aux scrutins électoraux qui ont eu lieu récemment, quelle qu'en soit la valeur. Voici d'autres indices : les votes du Congrès de Glasgow qui marquent simultanément la rupture du syndicalisme britannique avec le vieux trade-unionisme, la formation d'une conscience de classe plus exigeante et le mécontentement d'un prolétariat qui perçoit, pour la première fois peut-être, la raison de ses maux. Il y a les grèves nombreuses et tumultueuses qui se sont succédées depuis l'armistice ; il y a la cassure très nette qui s'est opérée dans la nation entre ceux qui possèdent et ceux qui travaillent pour les possédants.

La grande bourgeoisie anglaise discerne plus ou moins clairement le péril mortel qui pèse sur elle. Ainsi s'expliquent les flottements que trahit sa presse sur toutes les questions, sur la question russe en particulier. Lloyd George nous annonce la fin d'un monde périmé ; serait-ce le régime capitaliste qu'il qualifie ainsi? Mais il est balloté par le vent dans sa recherche d'un abri sûr et qu'il n'entrevoit plus. Quant à l'alliance avec le Labour Party, il doit savoir qu'elle n'a aucune chance de se réaliser. Le Congrès de Glasgow a condamné à jamais certaines tracactions qui ne pourraient être que désastreuses pour le prolétariat.

PHEDON.

Le Traité de Paix devant la Chambre

LE VIGOUREUX DISCOURS DE LONGUET

Notre ami Longuet a prononcé, hier, à la Chambre un vigoureux discours. Nos lecteurs seront heureux d'en trouver ici les principaux extraits :

Je tiens à exposer les raisons, dit Longuet, pour lesquelles, avec mon parti tout entier, je suis fermement résolu à n'accepter aucune responsabilité dans le traité de paix qui nous est apporté. Ces raisons sont déduites par nous de motifs français autant qu'européens. Aussi protestons-nous bien haut contre la calomnie qui consiste à dire que, si nous repoussons le traité, c'est parce qu'il est trop favorable à la France et trop dur pour l'Allemagne. Non, messieurs, ce n'est pas du tout à ce point de vue que nous nous plaçons. Nous considérons l'esprit qui anime la paix, je veux dire la paix tout entière, et non pas seulement le traité signé avec l'Allemagne. A cet égard, je m'associerai pleinement aux observations et justes qui ont été soulevées, avec sa prestigieuse éloquence, par notre collègue Vittiari. Comme lui, j'aurais voulu que nous eussions à discuter ici tous les traités avec tous les belligérants, et non pas simplement un traité avec l'Allemagne, qui n'est qu'une partie dans un tout. Ce sont tous ces traités de paix, qui seront évidemment animés du même esprit, que je tiens à combattre à raison même des principes directeurs que j'espère à leur base.

Je déclare, et mon parti s'est prononcé à cet égard à une majorité formidable, presque unanime, que nous sommes opposés au traité de paix tel qu'il est, tel qu'il nous est apporté. Ce n'est pas à ce point de vue que nous nous plaçons. Nous considérons l'esprit qui anime la paix, je veux dire la paix tout entière, et non pas seulement le traité signé avec l'Allemagne. A cet égard, je m'associerai pleinement aux observations et justes qui ont été soulevées, avec sa prestigieuse éloquence, par notre collègue Vittiari. Comme lui, j'aurais voulu que nous eussions à discuter ici tous les traités avec tous les belligérants, et non pas simplement un traité avec l'Allemagne, qui n'est qu'une partie dans un tout. Ce sont tous ces traités de paix, qui seront évidemment animés du même esprit, que je tiens à combattre à raison même des principes directeurs que j'espère à leur base.

La rive gauche du Rhin
Après avoir réclamé pour tous les peuples le droit de disposer d'eux-mêmes, Longuet proteste contre les tentatives d'annexion de la rive gauche du Rhin. Parlant du rôle des socialistes allemands, Longuet cite en entier le passage

